



A remplir par l'employeur et à délivrer avec son dernier bulletin de paie
(Art. R. 1234-9 du C. du T.).

ATTENTION : le salarié doit joindre lui-même l'original de cette attestation qui lui sera remise, s'il s'inscrit comme demandeur d'emploi.
IL NE DOIT EN AUCUN CAS LA RETOURNER SEULE.



Personnel navigant de la marine de commerce et de la pêche

1. L'employeur

Nom et adresse :

.....

.....

Téléphone : [][][][][][][][][][][][]

Statut juridique :

N° SIRET : [][][][][][][][][][][][][][][][][][] Code APE/NAF : [][][][][][][][][]

N° d'affiliation à Pôle emploi ou à l'organisme ayant recouvert les cotisations d'assurance chômage :

[En cas de paiement groupé des cotisations, indiquez le n° d'affiliation au pôle emploi de recouvrement] → [][][][][][][][][][][][][][][][][][]

Pôle emploi de

Numéro d'affiliation à l'ENIM → N° [][][][][][][][][][][][][][][][][][]

Nombre total de salariés dans l'établissement au 31.12 écoulé : [][][][]

2. Le salarié

M Mme Mlle

Nom de naissance : Prénom :

Nom d'usage (nom d'épouse, etc.) :

Adresse :

..... Code postal : [][][][][]

Quartier d'inscription : Numéro matricule : [][][][][]

NIR : [][][][][][][][][][][][][][][][][][] Date de naissance : [][][][][][][]

Le salarié a-t-il un lien de parenté avec le chef d'entreprise ? → oui non

Si oui, lequel ? (conjoint, enfant, etc.) :

Niveau de qualification : Statut cadre ou assimilé : oui non

3. Caisses de retraite complémentaire du salarié

Sigle, nom et adresse des institutions de retraite

Caisse de retraite des marins :

Autre :

**POUR S'INSCRIRE COMME DEMANDEUR D'EMPLOI,
LE SALARIÉ A 2 POSSIBILITÉS :**

1 > par internet : www.pole-emploi.fr - Rubrique "Demandeurs d'emploi" - Accès aux services.

2 > par téléphone : en composant le 3949 (selon le service, appel gratuit ou de 0,11 € TTC depuis un poste fixe, hors éventuel surcoût de votre opérateur).

Les données à caractère personnel collectées dans ce formulaire sont destinées à l'étude des droits des salariés à l'allocation d'aide au retour à l'emploi. Elles sont mises à disposition dans le dossier dématérialisé concernant le salarié, dénommé DUDE. Elles sont communiquées à d'autres organismes de protection sociale ou concourant à son reclassement. Conformément à la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'information, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent auprès de Pôle emploi. Le droit d'opposition ne s'applique pas à la collecte de ces données.

4. Emploi



Dernières périodes pendant lesquelles le salarié a appartenu à votre entreprise (embarquement, congé maladie, disponibilité, attente, congé sans solde, etc.)

du au sur ou en

du au sur ou en

du au sur ou en

du au sur ou en

Durée de services dans la compagnie, chez l'armateur :

Le salarié est-il stabilisé ? oui non

Si oui, depuis quand ?

Dernière fonction à bord :

• Nature du contrat : contrat pour un voyage contrat à durée déterminée contrat à durée indéterminée

En cas de rupture ou de suspension, précisez la date de rupture ou les dates de suspension :

Débarqué du le à

Préavis du au

effectué non effectué payé non payé

Le salarié a-t-il demandé à rembarquer ? oui non

Si oui, quand ?

Lui avez-vous proposé un embarquement ? oui non

Si oui quand ? Pour quelle date ?

Le salarié bénéficie-t-il ou bénéficiera-t-il d'une solde d'attente ? oui non

5. Chômage total sans rupture de contrat d'engagement maritime

40 oui non

Avez-vous demandé les allocations de chômage partiel à la Direccte ? oui non

Si oui, période indemnisée au titre du chômage partiel : du au

Date de reprise prévue :

6. Motif de la rupture du contrat d'engagement maritime

11 licenciement suite à redressement
ou liquidation judiciaire

12 licenciement suite à fermeture définitive
de l'établissement

14 licenciement pour cause économique

20 licenciement ou révocation pour autre motif,
(précisez) :

31 expiration de la durée normale d'embarquement
ou fin de contrat à durée déterminée

34 fin de période d'essai à l'initiative
de l'employeur

35 fin de période d'essai à l'initiative
du salarié

36 résiliation anticipée d'un contrat à durée
déterminée à l'initiative de l'employeur

37 débarquement volontaire avant l'expiration de la durée
normale d'embarquement

84 rupture d'un commun accord d'un contrat à durée
déterminée

38 mise à la retraite par l'employeur

39 départ à la retraite à l'initiative du salarié

59 démission

88 rupture conventionnelle (Art. L. 1237-14 du C. du T.)

60 autre motif (précisez) :
.....

7.1 Marins du commerce : salaires des 13 mois précédant la fin des obligations de l'armateur



Date de la fin des obligations de l'armateur :

Périodes	Nombre de jours	Situation du salarié pendant la période*	Salaires bruts	Avantage en nature	Total	Montant du précompte Assurance chômage
1	2	3	4	5	6	7

* embarquement, maladie, congé, disponibilité, attente, etc.

7.2 Primes et indemnités de périodicité différente des salaires, non mentionnées dans le cadre 7.1

Période couverte par l'indemnité ou la prime du	Date de paiement	Nature de la prime ou indemnité	Montant soumis aux contributions d'assurance chômage

7.3 Marins pêcheurs : relevé de navigation des 13 mois précédant la fin du dernier contrat d'engagement maritime

Date de fin du dernier contrat d'engagement maritime :

Navires	Jauge	Longueur	Date d'immatriculation	Embarquements		Congés-repos Services valides		Fonctions	Catégorie	Mode de rémunération (part ou Smic)
				Début	Fin	Début	Fin			



7.4 Sommes versées à l'occasion de la rupture (solde de tout compte)

Montant de l'indemnité compensatrice de préavis _____ | EUR |

Total des sommes ou indemnités légales, conventionnelles ou transactionnelles inhérentes à la rupture _____ | EUR |

• Montant correspondant aux indemnités légales : _____ | EUR |

dont :

indemnité légale de licenciement (Art. L. 102-3 du C. du T. maritime) _____ | EUR |

indemnité de fin de contrat à durée déterminée (Art. L. 102-24 du C. du T. maritime) _____ | EUR |

indemnité de départ à la retraite (Art. L. 1237-7 du C. du T.) _____ | EUR |

indemnité spéciale de licenciement (Art. L. 1226-14 du C. du T.) _____ | EUR |

indemnité minimale de rupture conventionnelle (Art. L. 1237-13 du C. du T.) _____ | EUR |

• Montant correspondant aux indemnités conventionnelles (convention collective) : _____ | EUR |

dont :

indemnité de rupture anticipée d'un contrat d'engagement maritime _____ | EUR |
ou d'un contrat à durée déterminée

indemnité de résiliation d'un contrat à durée indéterminée _____ | EUR |

• Montant correspondant aux indemnités transactionnelles (transaction) : _____ | EUR |

Une transaction est-elle en cours ? oui* non

**Si d'autres sommes sont versées après l'établissement de cette attestation, vous devez les déclarer à Pôle emploi.*

8. Authentification par l'employeur

Je soussigné(e), (nom) : _____ (prénom) : _____

agissant en qualité de :

chef d'entreprise

directeur

comptable

mandataire liquidateur

gérant

chef du personnel

administrateur judiciaire

autre : _____
(précisez)

certifie que les renseignements indiqués sur la présente attestation sont exacts et, notamment, le motif de la rupture du contrat d'engagement maritime qui est, je le rappelle, le suivant : _____

En cas de rupture conventionnelle, atteste n'avoir pas reçu de refus d'homologation de la convention de la part de la Direccte ou, le cas échéant, de refus de l'inspection du travail.

A _____ le [] [] [] [] [] [] [] [] [] []

Signature

Cachet de l'entreprise

Personne à joindre concernant cette attestation : _____

Téléphone : [] [] [] [] [] [] [] [] [] []